

## La « troïka » à hue et à dia Paul Jorion, *Le Monde*, 17 juin 2013

A la mi-mars, un étrange incident a retenu l'attention de la presse financière : la "troïka", la "force d'intervention" chargée d'expliquer aux pays en difficulté de la zone euro ce qui est attendu d'eux en échange d'un plan de sauvetage financier, se clivait.

Ce trio, composé de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne (BCE) et du Fonds monétaire international (FMI), a laissé la place à deux camps antagonistes, composés d'un côté du FMI, de la BCE et de l'Allemagne, et, de l'autre, de la seule Commission européenne. On lisait, dans le *Financial Times* du 17 mars, ces propos étonnants : "Arrivée à ce point (...), la Commission avait perdu toute crédibilité à Berlin."

La publication par le FMI, le 20 mai, d'un rapport d'évaluation de la politique adoptée durant deux ans à l'égard de la Grèce ([\*Greece : Ex Post Evaluation of Exceptional Access under the 2010 Stand-By Arrangement\*](#), IMF Country Report no 13/156, juin 2013) est le second épisode de la guerre intestine qui déchire désormais la "troïka". La réaction violente d'Olli Rehn, économiste en chef de la Commission européenne, exprimant son "désaccord fondamental" avec les conclusions du rapport, témoigne de la profondeur du fossé qui s'est creusé.

### REPROCHES DÉVASTATEURS

Bien que recourant aux euphémismes d'usage, les reproches qu'adresse le FMI à la Commission européenne sont en effet dévastateurs : incompétence, amateurisme et, plus sérieusement encore, complicité de deux poids lourds, Paris et Berlin, tirant parti du rapport de force en leur faveur pour faire payer les pots cassés non seulement par la Grèce, mais aussi par les autres pays de l'Union et par le contribuable européen en général, et cela au bénéfice exclusif des établissements financiers.

Ce qu'affirme le rapport du FMI, pour qui sait lire entre les lignes, c'est que l'Allemagne et la France ont laissé pourrir la situation pour permettre à leurs banques de récupérer les prêts "accordés" à la Grèce, l'ardoise étant réglée par la Banque centrale européenne devenue de fait "banque de défaisance", ou bad bank, comme disent plus crûment les Anglo-Saxons, c'est-à-dire, à l'arrivée, réglée par le contribuable européen.

Pour que le mistigri puisse ainsi être passé, le FMI a dû contrevenir à ses propres principes en avançant des fonds à un emprunteur incapable de jamais les rembourser. Un "risque systémique exceptionnel", autrement dit, d'effondrement global – la justification de la Commission européenne – "continua, semble-t-il, d'être invoqué à chaque réexamen de la question, en dépit du fait que le risque de contagion se réduisait à mesure que la dette souveraine grecque migrait du secteur privé vers le secteur public", note amèrement le rapport.

Selon la Banque des règlements internationaux, au 1er octobre 2010, le bilan des banques allemandes était grevé de dette publique grecque à hauteur de 19,2 milliards d'euros, celui des banques françaises à hauteur de 14,4 milliards. Secteurs commercial et public confondus, ce montant était de 50,6 milliards d'euros pour l'Allemagne et de 67 milliards pour la France, créancières à elles seules de 58,1 % du total de la dette grecque.

### L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE JOUENT "PERSO"

Le temps passé en tergiversations, interprété par une opinion publique distraite comme une simple marque d'amateurisme de la Commission européenne, avait en réalité pour but de permettre aux banques allemandes et françaises de se délester de ces actifs dévalorisés auprès de la BCE.

Plus de deux ans ont été perdus avant que n'intervienne la restructuration de la dette grecque en février 2012, affirme le FMI. Piqué au vif, Olli Rehn n'a pu s'empêcher de rejeter ce blâme adressé à la Commission européenne... sur l'axe Berlin-Paris, en déclarant : "Je n'ai pas le souvenir que Dominique Strauss-Kahn ait appelé de ses vœux en début de période une restructuration de la dette grecque, je me souviens distinctement par contre de Christine Lagarde y étant opposée."

Pourquoi l'Allemagne, pourtant visée dans ce rapport du FMI, a-t-elle conclu à la mi-mars, dans l'affaire de Chypre, une alliance avec celui qui la montre aujourd'hui du doigt ? Parce que l'Allemagne imagine que sa tactique est passée inaperçue et que les commentateurs se contenteront, à l'instar de ce qu'ils font depuis plusieurs années, d'expliquer le comportement de Berlin comme la conséquence du seul souci de Mme Merkel de se retrouver à la tête du gouvernement qui résultera des élections législatives du mois de septembre.

#### AXE BERLIN-PARIS

Qu'émerge-t-il de tout cela ? L'image d'un axe Berlin-Paris faisant marcher la zone euro au son de sa propre musique, sans grand souci des quinze autres nations qui la composent.

La Grèce se trouve bien entendu au premier rang de celles-ci, victime expiatoire toute désignée en raison de ses crimes : exonération criante des grosses et des moyennes fortunes de toute logique fiscale, secteur étatique pléthorique et généreusement rémunéré, enfin, désinvolture non sans arrière-pensées dans la production des statistiques économiques du pays.

Le jeu "perso" de l'Allemagne et de la France aura coûté très cher aux autres membres de la zone euro et mis en contravention avec ses propres principes le FMI, lequel vient de le signaler au monde entier tout en rappelant discrètement aux deux intéressées qu'il n'était pas dupe de ce qui s'était réellement passé...